

## **COMMUNE DE ROSNOËN** **CONSEIL MUNICIPAL DU 21 OCTOBRE 2025**

### **Délibération 35/2025**

**Date de publication : 23 octobre 2025**

L'an **deux mille vingt-quatre**, le **mardi 21 octobre 2025** à 19h, les membres du conseil municipal de la commune de ROSNOËN, se sont réunis à la Mairie, légalement convoqués, sous la présidence du Maire, Mickaël KERNEIS.

**Membres :**

**En exercice: 13      Présents: 10      Votants: 10**

**Présents :** M. KERNEIS – Mme LE GUIRRIEC-MORVAN – Mme MAGUEUR – Mme LANCIEN - M. MARC – Mme. PORTIER – M. AUFFRET- Mme OUMBICHE - M. MORIZUR  
M. RANNOU

**Absents avec procuration :**

**Absents sans procuration :** Mme BIZEC, M. RIVOAL, Mme PERROT-CAUDERLIER,

**Secrétaire de séance :** M. MORIZUR

-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

### **35/2025– Adhésion à la prestation « protection des données »** **CDG29**

Rappel d'obligation pour toutes les collectivités territoriales et établissements publics de désigner un Délégué à la protection des données (DPD) en application du règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) qui est entré en vigueur le 25 mai 2018.

La fonction de Délégué à la Protection des Données peut être exercée sur la base d'un contrat de service conclus avec un organisme indépendant de la collectivité du responsable du traitement.

Pour permettre aux collectivités territoriales et établissements publics de se mettre en conformité, le Centre de Gestion du Finistère a mis en place ce service et accompagne les collectivités sur ce sujet depuis de nombreuses années.

La mise en œuvre de la directive NIS 2 (sécurité des réseaux et des systèmes d'Information) qui vise à renforcer le niveau de cybersécurité des tissus économique et administratif des pays membres de l'UE et les menaces qui pèsent sur les collectivités amènent aujourd'hui le Centre de Gestion du Finistère à proposer une prestation « protection des données », incluant la protection des données personnelles au titre du RGPD et la cybersécurité au titre de la sécurité des réseaux et des systèmes d'information.

Les modalités d'adhésion à cette nouvelle prestation sont précisées dans la convention en annexe qu'il convient d'approuver.

Le DPD est principalement chargé :

- D'organiser des réunions de sensibilisation RGPD auprès des élus et agents ;
- De réaliser un inventaire des traitements de données à caractère personnel ;
- D'analyser les points de non-conformité ;
- D'établir un plan d'actions RGPD : politique de protection des données et priorisation des actions ;
- De mettre en œuvre le plan d'actions en organisant des process internes au niveau humain, organisationnel et technique ;
- De mettre en place un registre des traitements et de documenter la conformité ;
- D'informer et conseiller les responsables de traitement en amont des projets : démarche dite de privacy by design (protection dès la conception) et de security by default (garantie par défaut du plus haut niveau possible de protection des données) ;
- Coopérer avec l'autorité de contrôle, la CNIL, et d'être le point de contact de celle-ci.
- Présenter chaque année un bilan RGPD sur l'avancement des missions au responsable de traitement

Les missions du délégué couvrent l'ensemble des traitements mis en œuvre par l'organisme qui l'a désigné.

Le référent cybersécurité est principalement chargé :

- De sensibiliser les agents et les élus à l'état de la menace et aux bonnes pratiques ;
- De réaliser un diagnostic simplifié et de proposer un plan d'actions ;
- D'accompagner la collectivité/établissement à la mise en œuvre du plan d'actions ;
- De proposer des ateliers : charte informatique, gestion de crise ; mise en place d'un plan de continuité d'activité ;
- De gérer le risque : conseiller sur la réalisation d'une étude d'impact et vérifier son exécution ;

Dans le cadre de la mutualisation avec la CCPCAM, le tarif sera de 1 056 € contre 1 320 € sans la mutualisation financière.

**Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal :**

**DECIDENT :**

- D'adhérer à la prestation de service « protection des données » au 1er janvier 2026
- Approuver les termes de la convention d'adhésion de prestation
- Autorise le Maire à signer la convention et tous documents nécessaires à l'exécution de cette affaire

**ADOPTENT :**

**A l'unanimité**

**Affiché le 23 octobre 2025**

Pour extrait conforme  
**LE MAIRE,**  
**M. KERNEIS**



Le Secrétaire  
J. Morizur

A handwritten signature in black ink, likely belonging to the Secretary, J. Morizur, is written below the printed name.